

PREFECTURE DES B-D-R
ARRIVEE
DCLE

- 1 AVR. 2022

BUREAU DES INSTALLATIONS
ET TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Michel RICHARD

Géomètre Expert Honoraire - Ingénieur ESGT
Expert Honoraire près la Cour d'Appel d'AIX

Département des Bouches-du-Rhône

COMMUNES D'AIX EN PROVENCE – CABRIES – ROGNAC - VITROLLES

**ENQUETE PUBLIQUE SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION
ENVIRONNEMENTALE DEPOSEE PAR LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-
PROVENCE EN VUE DE PROCEDER A LA PROLONGATION DE
L'EXPLOITATION PAR L'AMENAGEMENT D'UN NOUVEAU CASIER DE
SON INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX
(ISDnD) DE L'ARBOIS SITUE LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE**

Du 31 Janvier 2022 au 3 Mars 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Première Partie : Rapport sur le déroulement de l'Enquête

Mallemort, le 30 Mars 2022



micheel.richard

Dossier N°E21000131/13

SOMMAIRE

• *Première Partie : Rapport sur le déroulement de l'enquête*

- 1.1.- Objet de l'Enquête	page 18
- 1.2.- Rappel des textes régissant cette enquête	page 18
- 1.3.- Organisation de l'Enquête	
1.3.1.- Décision – Arrêté	page 18
1.3.2.- Publicité	page 18
1.3.3.- Mise à disposition du public – Permanences	page 19
1.3.4.- Fin de l'enquête	page 19
- 1.4 - Opérations préalable à l'Enquête	page 20
- 1.5.- Composition du dossier mis à l'enquête	page 20
- 1.6.- Présentation du projet	page 21
- 1.7.- Synthèse des avis des personnes publiques associées et autres personnes associées à l'élaboration du projet	page 24
- 1.8.- Analyse des observations	page 26
- 1.9.- Réponses du responsable du projet	page 27

• *Deuxième Partie : Conclusion et Avis du Commissaire Enquêteur (Présentation séparée)*

- 2.1.- Conclusions du Commissaire Enquêteur	page 31
- 2.2.- Avis du Commissaire Enquêteur	page 34

ANNEXES A LA PREMIERE PARTIE

- N° 1 : Décision de Monsieur le Président du Tribunal Administratif
- N° 2 : Arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône
- N° 3 : Certificat d'affichage des Maires des quatre communes concernées et de la Métropole
- N° 4 : Publications dans LA PROVENCE et LA MARSEILLAISE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

13 décembre 2021

N° E 21000131/13

LA PRÉSIDENTE
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF**Décision désignation commissaire enquêteur**

Vu enregistrée le 7 décembre 2021, la lettre par laquelle le préfet des Bouches-du-Rhône demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet la poursuite de la procédure d'autorisation environnementale déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'installation de stockage de déchets non dangereux de l'Arbois à Aix-en-Provence.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants.

Vu le code de l'urbanisme.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2021.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Monsieur Michel Richard est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

Article 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance par la législation en vigueur.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à M. Michel Richard et à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Copie sera adressée à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Fait à Marseille, le 13 décembre 2021.

La 1^{ère} Vice-présidente,



Muriel JOSSET



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA
LEGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT**

2

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU

Tél: 04.84.35.42.72

Dossier 2021-84-A

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

31 DEC. 2021

ARRETE portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation
environnementale formulée par la Métropole Aix-Marseille Provence
en vue de procéder à la prolongation de l'exploitation, par l'aménagement d'un nouveau casier,
de l'installation de stockage de
déchets non Dangereux (ISDND) de l'Arbois située
sur la commune d'Aix-en-Provence,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1, L.511-2, et R.123-2 à R.123-21.

VU les dispositions en vigueur concernant les mesures sanitaires applicables dans le cadre de l'épidémie de covid-19,

VU la demande en date du 5 février 2021 de la Métropole Aix-Marseille Provence,

VU le dossier annexé à la demande,

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 9 septembre 2021,

VU le mémoire en réponse en date du 3 novembre 2021 de l'exploitant à l'avis de l'autorité
environnementale,

VU le rapport de fin de phase d'examen de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement en date du 6 décembre 2021,

VU la décision N° E 21000131/13 de la 1^{re} Vice-Présidente du Tribunal Administratif de Marseille en date
du 13 décembre 2021, portant nomination d'un commissaire enquêteur.

CONSIDÉRANT que par demande du 5 février 2021 la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite
l'autorisation de pouvoir procéder à l'extension de l'ISDND de l'Arbois, située sur le territoire de la
commune d'Aix-en-Provence,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de soumettre ce projet aux formalités d'enquête publique prescrites par les
dispositions réglementaires susvisées,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1er : Objet de l'enquête

Il sera procédé sur le territoire des communes d'Aix-en-Provence, Cabriès, Rognac et Vitrolles, à une
enquête publique au sujet de la demande d'autorisation environnementale déposée par la Métropole Aix-
Marseille Provence en vue de procéder à la prolongation de l'exploitation de son installation de stockage de
déchets non dangereux (ISDND) de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence.

Ce projet porte sur l'aménagement d'un nouveau casier, dénommé B4, d'une surface globale de 17 ha, sera divisé en 11 alvéoles, chacune exploitée pendant au maximum un peu plus de deux ans. Il sera créé en réhausse du casier B2, en partie en appui du casier B3 et de l'ancienne décharge sud et en partie implantée sur une zone non encore non aménagée.

La capacité de stockage globale sera de l'ordre de 1,45 Mm³.

Son exploitation est prévue jusqu'au 31 juillet 2038.

ARTICLE 2 : Dossier d'enquête

Ce dossier contient une étude d'impact et le public peut en consulter un résumé non technique sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Cette étude a fait l'objet d'un avis de l'autorité Environnementale en date du 9 septembre 2021, et d'un mémoire en réponse de l'exploitant, qui sont consultables à cette même adresse internet, et joints au dossier d'enquête publique.

Ce dossier n'a pas fait l'objet d'une concertation préalable.

Dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique, toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique, auprès du Préfet des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret, CS 80001, 13282 Marseille Cedex 06, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement (DCLE), Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux (BITRPM).

Le dossier de demande d'autorisation environnementale est consultable pendant toute la durée de l'enquête par le site de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Aix-en-Provence>

Afin que le public puisse prendre connaissance de l'ensemble du dossier, le dossier de demande d'autorisation environnementale est consultable également sur un poste informatique pendant cette même durée à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06, à la Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement (DCLE), Bureau des Installation et Travaux Réglementés pour la Protection de Milieux (BITRPM), Téléphone : 04.84.35.42.60 ou 04.84.35.42.72

ARTICLE 3 : Désignation du commissaire enquêteur

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :

Monsieur Michel Richard, Géomètre expert

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un commissaire enquêteur remplaçant a été désigné par la présidente du tribunal administratif, ou le conseiller délégué par lui, et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, l'autorité compétente pour organiser l'enquête publie un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête

ARTICLE 4 : Déroulement de l'enquête

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, mesures barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation du dossier en mairie et lors des permanences du commissaire enquêteur.

Les pièces des dossiers ainsi que des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur, resteront déposés en Mairies d'Aix-en-Provence, Cabriès, Rognac et Vitrolles, pendant 32 jours du 31 janvier 2022 au 3 mars 2022 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner directement ses observations, propositions et contre propositions sur les registres ouverts à cet effet, aux heures habituelles d'ouvertures des mairies de :

- Aix-en-Provence, Direction de l'Urbanisme Réglementaire, accueil de l'Urbanisme, uniquement le matin de 8h à 12h,, 3 rue Loubet 13100,

- Cabriès, Centre Technique Municipal, 3256 Route de Violesi, 13480,

- Rognac, Centre Technique Municipal, 25 Av Jean Mermoz, 13340, uniquement sur rendez-vous au 04.42.87.84.39 ou 04.42.87.76.00,

- Vitrolles, Direction de la Vie Citoyenne et du Développement – bâtiment l'Azuréen – Arcade des Citeaux, 13127,

Le dossier sera également consultable pendant toute la durée de l'enquête sur internet à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/Extension-ISDnD-Arbois> et ces mêmes remarques pourront être transmises par voie électronique à l'adresse Extension-ISDnD-Arbois@mail.registre-numerique.fr.

Ces observations, propositions et contre propositions pourront être également adressées, par correspondance, au commissaire enquêteur à la Mairie d'Aix-en-Provence, siège de l'enquête.

Les observations écrites, mentionnées ci-dessus, ainsi que les observations et propositions transmises par voie postale seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations du public seront consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Le commissaire enquêteur recevra personnellement les observations du public :

en mairie d'Aix-en-Provence, 12 rue Pierre et Marie Curie, 13100

- le lundi 31 janvier 2022 de 9h à 12h
- le mercredi 9 février 2022 de 13h30 à 16h30
- le mercredi 23 février 2022 de 9h à 12h
- le jeudi 3 mars 2022 de 14h à 17h

en mairie de Cabriès, à l'adresse précitée,

- le mardi 1^{er} février 2022 de 9h à 12h

en mairie de Rognac, Salle d'Honneur de l'Hôtel de Ville, 1 place de l'Hôtel, 13340, uniquement sur rendez vous au 04.42.87.84.39 ou 04.42.87.76.00,

- le jeudi 10 février 2022 de 14h à 17h

en mairie de Vitrolles, à l'adresse précitée,

- le mercredi 2 mars 2022 de 14h à 17h

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R.123-14 à R.123-17 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 5 : Fin de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, les registres seront mis à la disposition du commissaire enquêteur, et clos par lui.

Il examinera les observations recueillies et entendra toute personne qu'il lui paraît utile de consulter ainsi que le demandeur lorsque celui-ci en fait la demande.

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Il établira un rapport, conformément aux dispositions de l'article R.123-19 du code de l'environnement, qui relate le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies, puis consignera dans un document séparé ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserve ou défavorables.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur enverra l'exemplaire du dossier de l'enquête publique de la mairie siège de l'enquête au Préfet avec son rapport et ses conclusions motivées.

Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif.

ARTICLE 6 : Rapport et conclusions d'enquête

Copie du rapport, des conclusions du commissaire enquêteur et des remarques et observations recueillies lors de l'enquête publique, seront adressées, dès leur réception par le Préfet des Bouches-du-Rhône, au pétitionnaire et à la Présidente du Tribunal Administratif.

Copies des observations éventuelles en réponse du demandeur, ainsi que du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur seront adressées en Mairies d'Aix-en-Provence, Cabriès, Rognac et Vitrolles pour y être sans délai tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance des documents précités en mairies concernées, ainsi que sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> pendant au moins un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 7 : Publicité de l'enquête

Un avis reprenant les indications mentionnées à l'article R.123-9 du Code de l'Environnement sera affiché par les soins des maires des communes dont une partie du territoire est inclus dans le rayon d'affichage de 3 km autour de l'établissement, à savoir, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique, et pendant toute la durée de celle-ci.

Ces formalités devront être attestées par un certificat des maires concernés.

Cet avis sera en outre, par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, inséré dans "La Provence" et "La Marseillaise" (édition des Bouches-du-Rhône), quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours.

Cet avis sera publié sur le site internet de la préfecture, <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr> quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et également pendant toute sa durée.

Enfin, ce même avis sera affiché par le demandeur, sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, suivant les caractéristiques et les dimensions fixées par l'arrêté ministériel en date du 9 septembre 2021, quinze jours avant l'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 8 : Décision à la fin de l'enquête

L'autorité compétente pour prendre la décision d'autorisation environnementale ou de refus, est le Préfet des Bouches-du-Rhône, après avis, le cas échéant, du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Cette décision sera prise sous la forme d'un arrêté préfectoral, assortie de prescriptions en tant que décision individuelle qui sera mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

ARTICLE 9 : Personne responsable du projet

Les responsables du projet pour l'exploitant sont :
Madame Catherine FLEURYNCK et Monsieur Frédéric TOCHE Tél : 04 42 93 85 93.

ARTICLE 10 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
- La Maire d'Aix-en-Provence
- Le Maire de Cabriès
- Le Maire de Rognac
- Le Maire de Vitrolles,
- La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, Service Urbanisme.

et le Commissaire Enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le 31 DEC. 2021

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale Adjointe



ANNE LAYBOURNE

**MÉTROPOLE
AIX-MARSEILLE
PROVENCE**

**Territoire
du Pays d'Aix**

3

Aix-en-Provence, le 7 mars 2022

Direction Générale des Services
Secrétariat Général
Cellule Assemblées
22_CA_002

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Nous, soussigné, Gérard BRAMOULLÉ, Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, certifions que le document :

Arrêté portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale formulée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de procéder à la prolongation de l'exploitation, par aménagement d'un nouveau casier, de l'installation de stockage de déchets non Dangereux (ISDND) de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence

a été affiché sous le porche du siège du Territoire du Pays d'Aix, Hôtel de Boadès, 8, Places Jeanne d'Arc à Aix-en-Provence du 13 janvier 2022 au 4 mars 2022 inclus.

Pour faire et valoir ce que de droit ;

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services Délégué,
Alain TRABUC





AIX en PROVENCE
LA VILLE

DGAS VIE CITOYENNE & PROXIMITE

Direction Services aux Publics
Service de la Réglementation,
de la Police Administrative
et de la protection Animale

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Nous, Maire d'Aix-en-Provence

Certifions

Que l'Arrêté portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale formulée par la Métropole Aix-Marseille Provence en vue de procéder à la prolongation de l'exploitation, par l'aménagement d'un nouveau casier, de l'installation de stockage de déchets non Dangereux (ISDND) de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence

sera affiché en Mairie Centrale sur le panneau des informations officielles mis à la disposition du public, dans le hall de l'Hôtel de Ville

Du 12/01/2022

Au 04/03/2022

Le présent certificat a été établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 13 JAN 2022

Michaël ZAZOUN
Adjoint au Maire
Délégué à la Réglementation
et à la Police Administrative



Hôtel de Ville 13114 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 1 - France - Tél. + 33 (0)4-42.91.91.00 - Télécopie + 33 (0)4-42.91.91.02 - www.aix-en-provence.fr

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



Direction Générale Adjointe
Vie Citoyenne et Développement Urbain
Jours et horaires d'accueil du public
du lundi au vendredi de :
8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussignée **Pascale MORBELL** Adjointe au Maire Déléguée à l’Urbanisme et Aménagement de la Commune de Vitrolles,

Certifie avoir fait afficher l’avis d’enquête publique au sujet de la demande d’autorisation environnementale déposée par la Métropole Aix-Marseille Provence en vue de procéder à la prolongation de l’exploitation, par l’aménagement d’un nouveau casier, de son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de l’Arbois à l’entrée du chemin de Valbacol et à l’entrée du Boulevard Marcel Pagnol, soit dans un rayon de 3 km autour de l’établissement située sur la commune d’Aix-en-Provence.

Début de l’affichage : vendredi 14 janvier 2022

Fin de l’affichage : jeudi 03 mars 2022 inclus

En foi de quoi nous délivrons le présent certificat pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à VITROLLES, le

17 JAN. 2022

Pascale MORBELL

Adjointe au Maire:

Déléguée à l’Urbanisme et Aménagement



HÔTEL DE VILLE - BOÎTE POSTALE 30102 - 13743 VITROLLES CEDEX - TEL : 04 42 77 90 00 - FAX : 04 42 77 90 50 -
WWW.VITROLLES13.FR



R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Le Maire de la Commune de ROGNAC certifie avoir fait procéder pendant toute la durée de l'enquête, dans la commune, aux lieux et places accoutumés, à l'affichage de l'avis d'enquête publique concernant la demande d'autorisation environnementale déposée par la Métropole Aix-Marseille Provence en vue de procéder à la prolongation de l'exploitation, par aménagement d'un nouveau casier, de son installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) de l'Arbois situé sur la commune d'Aix-en-Provence.

En Mairie, le 12 JAN. 2022

*Pour le Maire et par délégation,
Monsieur le 3^{ème} adjoint au Maire*

Yvan VESPERINI



Mairie de Rognac
1, place de l'Hôtel de Ville BP 10062 13655 Rognac Cedex

Tél. 04 42 87 76 00 - Fax 04 42 87 75 93
contact@mairie-rognac.fr



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Commune de Cabriès

ARRECHERRE MARRIÉE SINGE ET PROVENCE

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je soussignée Amapola VENTRON, Maire de la commune de Cabriès certifie avoir affiché à compter du 6 janvier 2022 l'avis d'enquête publique concernant la demande d'autorisation environnementale déposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en vue de procéder à la prolongation de l'exploitation, par l'aménagement d'un nouveau casier, de son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de l'Arbois située sur la commune d'Aix en Provence, en Mairie de Cabriès, Place Ange Estève, à la Mairie annexe de Calas, place du 24 avril 1915 et au Centre Technique Municipal 3256 route de Violési.

Le présent certificat a été établi pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Cabriès, le 31 JAN. 2022

Pour servir et valoir ce que de droit



Amapola VENTRON
Maire de Cabriès
Conseillère Métropolitaine Déléguée
Conseillère Départementale Déléguée

Hôtel de ville - Place Ange Estève - 13480 Cabriès - Tél : 04 42 28 14 00 - Fax : 04 42 28 14 20 - E-mail : mairie@cabries.fr

www.cabries.fr

La Marseillaise Bouches-du-Rhône du 11/01/2022

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE
L'ÉCONOMIQUE**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
METROPOLE AIX-MARSEILLE
PROVENCE

En matière de l'arrêt du Palais en date du 17 décembre 2017, il est précisé que la sanction des poursuites d'Am-et-Provence, Cédex 99000 et Vénissia, à l'égard des patients au sujet de la délivrance d'antidépresseurs, est destinée à obliger le pharmacien à l'Am-et-Provence en vue de procéder à la prescription de l'antidépresseur, par l'arrêt d'un des services, ou, de son contraire, de procéder à la délivrance d'un médicament (12/12) de l'Am-et-Provence sur la commune d'Am-et-Provence.

De cept par sa perspective d'un nouveau centre d'entraînement, l'entraîneur a été surpris de voir que les joueurs ne s'entraînent pas dans les conditions réelles de jeu. Les joueurs ne s'entraînent pas dans les conditions réelles de jeu. Les joueurs ne s'entraînent pas dans les conditions réelles de jeu.

Le dossier remis à l'archivage public contient une liste d'organes et de personnes susceptibles d'être impliqués dans le meurtre de la Fillette des Boudoirs-du-Pédon, <http://www.boudoirs-du-pedon.com>

Comme d'habitude, les 700000 c'est un jeu de l'adulte. L'Union européenne ne dispose d'expériences limitées, et d'un consensus en réponse de l'opinion qui n'est certainement pas de même nature que celle qui a permis de passer de 100000 à 200000.

[illegible]

Le dossier de demande d'admission d'espèces (DEAE) est communiqué par mail à tous les clubs de l'espèce par le club de la Fédération des Bouches-du-Rhône à Toulon-Marseille.

Il y a eu des échanges de lettres à l'occasion du séminaire. L'important, c'est que nous aurons pu échanger nos idées et nos impressions. C'est un premier pas vers une meilleure compréhension mutuelle.

[illegible]

Est distribuit în cadrul de competențe regulate:

En application de la réglementation en vigueur au sujet du déroulement de l'école, les parents des élèves concernés ont été informés par lettre de la Direction de l'école de la situation de leur enfant. Les parents ont été informés de la situation de leur enfant et de la situation de l'école. Les parents ont été informés de la situation de leur enfant et de la situation de l'école.

Des recommandations d'urbanisation peuvent être émises avec la consultation préalable et d'urgence l'évaluation ainsi les obligations de la sécurité juridique et l'évaluation de l'impact de l'urbanisme.

Le fait que le candidat ne soit pas inscrit sur une liste électorale ne constitue pas une condition de son éligibilité. Le candidat doit être inscrit sur une liste électorale à la date du scrutin. Le fait que le candidat ne soit pas inscrit sur une liste électorale à la date du scrutin ne constitue pas une condition de son éligibilité. Le candidat doit être inscrit sur une liste électorale à la date du scrutin.

Le public devra se rendre d'un moment à l'autre de la consultation du dossier en mode et être des participants de consultation.

[illegible]

- **Alain Prouzet**, Directeur de l'Université Régionale, associé de l'Université, universitaire inscrit au Bar à St. Jean Laude 18100.
- **Odette**, Centre National d'Enseignement, 2000 Route de Vichy, 18400.

• **Projetos, Obras e Serviços Modulares** 2670 Joazeiro, 12000, Maranhão ou enviar para 04.4822.04.35 ou 04.4822.70.01.

Le document est disponible gratuitement pendant toute la durée de l'événement sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.legislativ-normandie.fr/legislativ/legislativ-2012-2013> ou par mail : legislativ@legislativ-normandie.fr

Ces observations, présentées à l'occasion de la conférence, ont permis de constater que les données de la recherche sont souvent incomplètes et que les conclusions sont souvent contradictoires.

Les observations faites, notamment à l'égard, ainsi que les observations et conclusions formulées par vos experts, sont

Les autres valeurs de public ont été considérées et comparées aux faits de la personne qui en fait le thème pour voir si elle se trouve de

Le **Commissaire aux Enquêtes** (anciennement **Commissaire aux Pénalités**) est chargé de la surveillance des activités des entreprises et des particuliers, de la répression des infractions et de la sanction des manquements.

- le lundi 31 janvier 2022 de 9h à 12h
- le mercredi 2 février 2022 de 12h30 à 15h00
- le vendredi 25 février 2022 de 9h à 12h

ou aux 15 de Châtillon, à l'adresse ci-dessus.

en contre de l'opinion, celle d'un directeur de l'École de Vichy, 1 place de l'École, 43000, représentant des résistants locaux: 04-47 32 34 35.

- In June 10th 2022 on 14h & 17h

La commission organise aussi, en 1976, des ateliers de concertation, à l'échelle nationale, sur les thèmes suivants :

La publication des documents précité(e)s est classée PL 123-14 et PL 123-17
du Code de l'information.

[illegible]

Les inscriptions de préférence pour l'emploi sont : **Moderns Gallery**
1111 York et Cornhill (Provincetown) 01903 tel : 01-42-93-09-06.

« Je suis très intéressé par ce projet de loi sur la sécurité d'information, en ce sens, est le fait que des citoyens de l'étranger, après tout, le cas Schreier, de l'Allemagne, ont pu accéder à des renseignements sur des programmes militaires et technologiques (C.O. 1997).

Conteúdo disponível em português em formato de gravação audiovisual, disponível em português em uma ou duas versões simultâneas em uma rede on-line ou no site Internet de la Polémica dos Direitos do Homem

MAISONELLE, le 21 décembre 2021
 Pour le Président
 Le Directeur-Adjoint
 de la circulation, de la signalisation et de l'entretien
 Maryline Gauthier

SAN MEDITERRANEO
14100
12,000 sq. ft. building
100% complete
100% complete

PREMIERE PARTIE

RAPPORT SUR LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE

RAPPORT SUR LE DEROULEMENT DE L'ENQUETE

1.1.- OBJET DE L'ENQUETE

Enquête Publique sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE en vue de procéder à la prolongation de l'exploitation par l'aménagement d'un nouveau casier de son installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de l'Arbois situé la commune d'AIX EN PROVENCE

1.2.- RAPPEL DES TEXTES REGISSANT CETTE ENQUETE

* Code de l'environnement et notamment ses articles L.511-1, L.511-2 et R.123-2 à R.123-21

1.3.- ORGANISATION DE L'ENQUETE

1.3.1.- DECISIONS – ARRETES

Par décision de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille n° E 21000131/13 du 13 Décembre 2021 (copie en annexe n° 1), nous avons été désigné pour conduire l'enquête dont l'objet est rappelé au paragraphe 1.1.

Par arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône en date du 31 Décembre 2021 (copie en annexe n° 2), il a été convenu de procéder, du 31 Janvier 2022 au 3 Mars 2022 inclus, à cette Enquête Publique.

1.3.2.- PUBLICITE

Conformément à l'article 7 de cet arrêté, l'Avis d'Enquête a été publié dans les éditions régionales des journaux quotidiens « La Provence » et « La Marseillaise » des 11/01/2022 et 01/02/2022 (copies en annexe n° 4).

Cet avis a été affiché dans les communes dont une partie du territoire est inclus dans le rayon d'affichage de 3 km autour de l'établissement conformément aux indications des certificats d'affichage :

- du 12 Janvier 2022 pour la Commune de ROGNAC
- du 17 Janvier 2022 pour la Commune de VITROLLES
- du 31 Janvier 2022 pour la Commune de CABRIES
- du 13 Janvier 2022 pour la Commune d'AIX EN PROVENCE

Cet avis a été également affiché au siège du Territoire du Pays d'Aix conformément aux indications du certificat d'affichage du 7 Mars 2022.

1.3.3.- MISE A DISPOSITION DU PUBLIC – PERMANENCES

Le dossier d'enquête ainsi qu'un registre d'Enquête, côté et paraphé, destiné à recevoir les observations du public, sont restés à la disposition des intéressés dans les Mairies ou annexes des Mairies d'AIX EN PROVENCE, ROGNAC, VITROLLES et CABRIES du 31 Janvier 2022 au 3 Mars 2022 inclus, aux heures et jours habituels d'ouverture des Mairies (ou annexes des Mairies) selon arrêté et insertion presse.

Un registre numérique a également été ouvert pour permettre de consulter le dossier d'enquête et de formuler des observations du 31 Janvier 2022 au 3 Mars 2022.

Le Commissaire Enquêteur, désigné pour cette Enquête s'est tenu personnellement à la disposition du public pendant une demi-journée :

- les 31 Janvier, 9 Février, 23 Février et 3 Mars 2022 en Mairie Annexe d'Aix en Provence
- le 1 Février 2022 au Centre Technique Municipal de CABRIES
- le 10 Février 2022 en Mairie de ROGNAC
- le 2 Mars 2022 à la Direction de la Vie Citoyenne et du Développement de la Commune de VITROLLES

1.3.4.- FIN DE L'ENQUETE

Le 3 Mars 2022 à 17 h, les Quatre registres d'enquête sur lesquels aucune observation avait été mentionnée et aucune lettre jointe, ont été clos et signé par le Commissaire Enquêteur et mis à sa disposition.

Le commissaire enquêteur a également pris connaissance pendant toute la durée de l'enquête des résultats de la consultation du registre numérique et des observations déposées.

Ce registre numérique a enregistré 100 visites, 358 téléchargements et 384 visualisations. Il n'y a pas de statistiques sur le nombre de visiteurs différents.

Il y a eu six observations différentes sur ce registre numérique.

Le 9 Mars 2022, le Commissaire Enquêteur a transmis par mail une copie intégrale de ces six observations au responsable du projet, la Métropole AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Un Mémoire en réponse du responsable du projet nous a été transmis par mail le 23 Mars 2022.

Enfin le Commissaire Enquêteur a donné son avis dans la deuxième partie de ce rapport qu'il transmet ce jour à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône et en copie à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de MARSEILLE et aux Maires des quatre communes concernées par l'enquête.

1.4.- OPERATIONS PREALABLES A L'ENQUETE

Préalablement au début de l'enquête, le 21 Janvier 2022, nous avons rencontré deux représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin :

- de prendre connaissance de l'objet de l'enquête et du contenu du dossier
- de définir les modalités pratiques de déroulement de l'enquête

Nous avons lors de cette rencontre, procédé avec ces personnes à une visite du site de l'Arbois, nous avons été informé sur le fonctionnement actuel de ce site, nous avons visualisé la zone concernée par la demande objet de l'enquête publique et son environnement et nous avons été informé des principes généraux du projet objet de l'enquête.

1.5.- COMPOSITION DU DOSSIER MIS A L'ENQUETE

Le dossier soumis à l'enquête est composé de deux volumes :

- Le volume 1 qui contient les pièces suivantes : courrier préfecture, CERFA, plan de situation, plans techniques du projet, maîtrise foncière, note non technique, procédés de fabrication, capacités techniques et financières, plan d'ensemble, étude de dangers, servitudes d'utilité publique, origine des déchets, compatibilité avec les plans déchets, rapport de base et MTD, garanties financières, état de pollution des sols, avis du maire sur la remise en état du site, plan de gestion des déchets d'extraction, enregistrement, dossier de défrichement, réponses aux demandes de compléments de la DREAL et de la DDTM, mémoire en réponse à l'avis de la MRAe
- Le volume 2 qui contient l'étude d'impact et ses annexes et un résumé non technique de cette étude

1.6.- LE PROJET SOUMIS A L'ENQUETE ET SES OBJECTIFS

Cette présentation du projet est faite à partir des pièces du dossier soumis à l'enquête publique.

Une réduction du plan d'ensemble du projet est jointe page suivante pour information.

La Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est titulaire de l'arrêté préfectoral cadrant l'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois à AIX EN PROVENCE.

Cette installation englobe dans son périmètre deux dépôts d'ordures ménagères historiques de la ville d'Aix en Provence. Elle est exploitée par la MAMP (anciennement Communauté du Pays d'Aix) depuis 1997, date de mise en service du casier B1, le premier casier équipé d'aménagements de sécurité sur son fond et ses flancs, pour la protection des milieux souterrains.

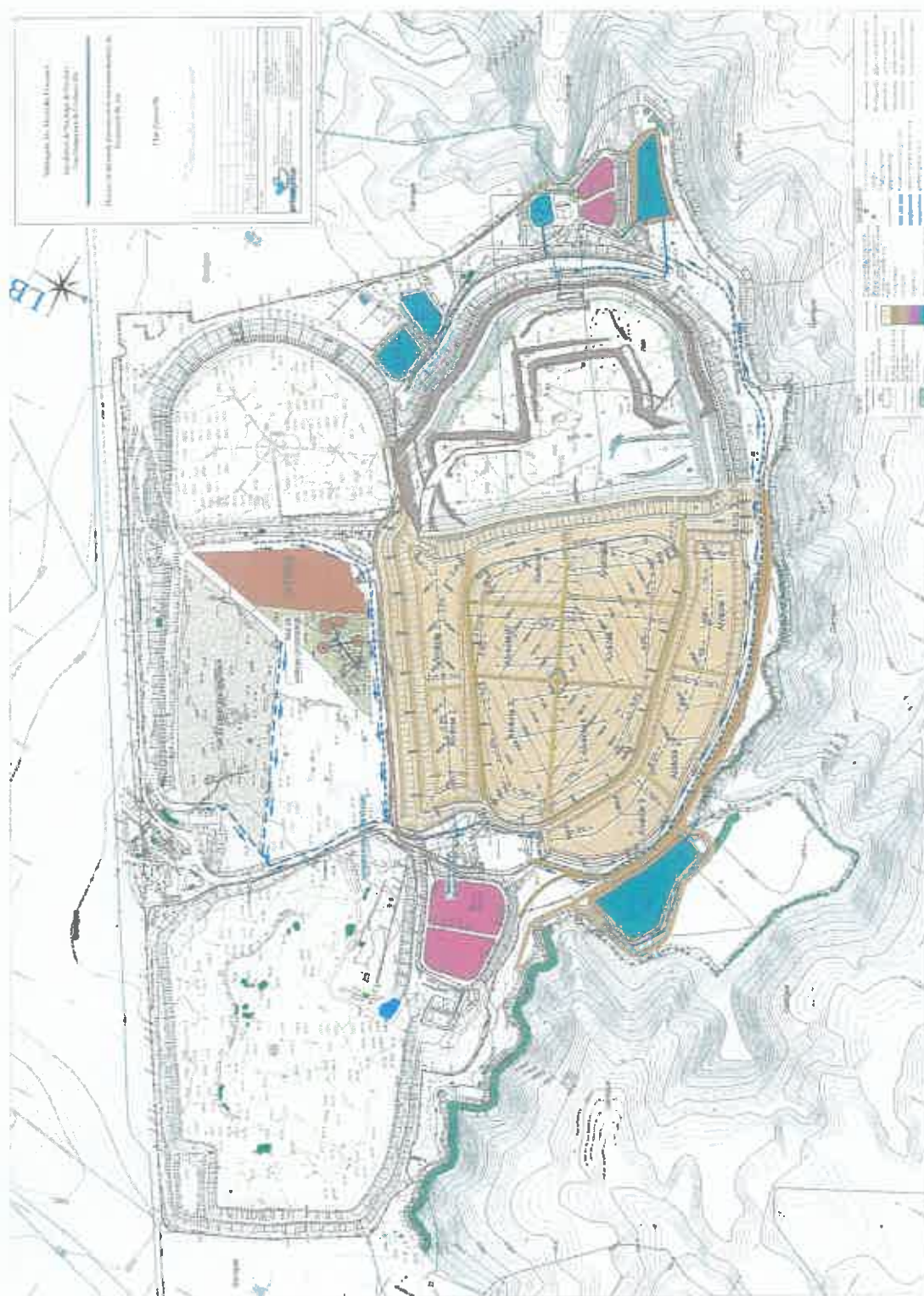
Actuellement autorisée pour un tonnage annuel maximal égal à 180 000 tonnes par an de déchets provenant uniquement du Pays d'AIX, l'ISDnD de l'Arbois sera comblée d'ici fin 2023.

Afin de garantir un exutoire de proximité pour les déchets produits sur son territoire, la MAMP souhaite poursuivre l'exploitation de l'ISDnD de l'Arbois, via l'aménagement d'un nouveau casier, le casier B4, en grande partie en rehausse du casier B2 existant ou en appui de casiers existants.

Dans le respect du plan de gestion des déchets intégrés au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, reprenant les prescriptions de la loi de Transition Energétique et Croissance Verte, le tonnage demandé a été réduit et fixé à 100 000 tonnes par an.

La durée globale d'exploitation du nouveau casier sera de l'ordre de 14-15 ans (période 2024-2038)

La capacité de stockage globale sera de l'ordre de 1,45 Mm3.



Ce casier B4, d'une surface globale de 17 ha sera divisé en 11 alvéoles, chacune exploitée pendant au maximum un peu plus de deux ans.

Chaque alvéole sera équipée sur son fond et ses flancs, d'une double étanchéité :

- Une barrière naturelle constituée d'argile peu perméable, renforcée par une géo synthétique
- Une barrière artificielle imperméable aux liquides, constituée par une géomembrane

Sur le fond de chaque alvéole sera posé un système de drainage des lixiviats, effluents pollués qui se forment quand l'eau de pluie traverse les déchets. Ces lixiviats seront évacués par pompage vers une unité de traitement.

Le biogaz produit par la décomposition des déchets organiques est capté via des puits de dégazage et envoyé à une plateforme de traitement, où il est valorisé par la production d'électricité (revendue à l'extérieur) et de chaleur (utilisée pour traiter les lixiviats).

1.7.- SYNTHÈSE DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES ET AUTRES PERSONNES ASSOCIÉES À L'ÉLABORATION DU PROJET

1.7.- Avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS)

L'ARS formule les conclusions suivantes :

- La qualité de l'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires chroniques encourus par les riverains de l'installation est satisfaisante pour les éléments que doivent apprécier les services de l'ARS
- L'état des milieux, pour les seules substances mesurées lors de la campagne est jugé compatible avec les usages actuels des zones situées à proximité du site
- La caractérisation des risques et l'analyse des incertitudes permettent de conclure que les risques sanitaires liés aux seules émissions atmosphériques de l'ISDND de l'Arbois, peuvent être considérées comme non préoccupants

L'ARS demande ensuite la prise en compte dans l'arrêté d'autorisation de diverses prescriptions technique et de surveillance dont la liste est jointe à leurs conclusions.

1.7.2.- Avis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM)

Concernant l'enjeux eau, la DDTM considère que le pétitionnaire doit fournir dans son dossier tous les éléments techniques et graphiques permettant de garantir la conformité de ses ouvrages avec la réglementation en vigueur.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales la DDTM considère que le projet est de très bonne qualité et les aménagements proposés améliorent considérablement la gestion de ces eaux pluviales.

Sur la biodiversité le niveau d'incidence est considéré comme faible à condition de bien mettre en œuvre les mesures ERC prévues. L'arrêté préfectoral d'autorisation devra intégrer en prescriptions les différentes mesures de réduction et d'accompagnement détaillées dans le diagnostic écologique.

La DDTM considère enfin qu'une autorisation de défrichement est nécessaire sur l'extension du périmètre actuel à l'ouest du fait du renforcement du système d'acheminement des eaux ruissellement du site.

1.7.3.- Avis de la mission d'autorité environnementale (MRAe)

Cet avis est un avis simple qui ne préjuge en rien de la décision d'autorisation, d'approbation ou d'exécution du projet prise par l'autorité compétente.

La MRAe considère que les enjeux paysagers ne font pas l'objet de mesures suffisantes pour assurer une intégration paysagère satisfaisante.

Elle ajoute que le dossier ne présente pas de bilan des émissions de gaz à effet de serre.

La MRAe recommande :

- De montrer comment le dimensionnement du projet prend en compte les objectifs du SRADDET et de justifier la non-dégressivité de la capacité de stockage projetée entre 2024 et 2031 voire 2038
- De compléter l'étude des solutions de substitution en justifiant le mode de traitement retenu dans le cadre du schéma métropolitain de gestion des déchets
- D'approfondir le volet paysager de l'étude d'impact
- De préciser les modalités de suivi des émissions d'odeur, de proposer des actions correctives lors des épisodes odorants et d'établir un bilan complet des émissions actuelles et à venir de gaz à effet de serre, en distinguant les émissions directes, indirectes et évitées

En réponse à cet avis, il est précisé dans le dossier les points suivants :

- le projet est cadré sur une diminution d'environ 45 % par rapport au tonnage actuellement autorisé
- il n'y aura pas de dégressivité afin de pouvoir répondre aux besoins globaux de la métropole Aix Marseille Provence
- L'extension de l'ISDnD n'est pas une alternative mais plutôt un complément aux autres solutions de prévention, valorisation matière et énergétique qui seront déployées pour la gestion des déchets ménagers de la Métropole
- Le volet paysager a été intégré comme postulat de base dès les démarches de conception du projet. Le casier B4 forme une continuité topographique avec le casier B3. L'ensemble constitue une morphologie au caractère naturel
- Concernant les gaz à effet de serre, l'ISDnD contribue à hauteur de 0,14 % actuellement et 0,09 % dans le futur aux émissions de GES de la collectivité.

1.8.- ANALYSE DES OBSERVATIONS

Pendant la durée de l'enquête, aucune observation a été portée sur les registres d'enquête et aucune lettre n'a été jointe à ce dossier.

Six observations ont été portées sur le registre numérique.

La première observation est très favorable à ce projet.

La deuxième observation considère que l'on met à la poubelle le droit à respirer des habitants des Pinchinades.

La troisième observation d'une association émet un avis favorable avec recommandations. Elle considère qu'il convient de prendre en compte la non-aggravation des problèmes techniques existants concernant toutes les sources de pollutions avec des suivis et des contrôles réguliers.

Elle ajoute que la réduction de 45 % de la capacité autorisée doit s'accompagner d'actions visant à réduire la production de déchets à la source notamment en multipliant les points d'apports volontaires.

Enfin une protection accrue et effective du plateau de l'Arbois et des alentours est nécessaire en ce qui concerne le dépôts de déchets sauvages.

La quatrième observation interroge le Maître d'Ouvrage pour savoir si à l'occasion de cette enquête il a eu le souci d'une vue non limitée au seul problème du stockage mais à l'ensemble de la chaîne des déchets.

La cinquième observation d'une association se demande d'abord comment sera obtenu le passage de 180 000 tonnes par an à 100 000 tonnes par an dans le projet et quel sera le coût d'aménagement ainsi que le financement. Il n'est pas prévu d'amélioration de la valorisation des déchets.

Elle souhaite enfin connaître la manière dont les casiers existants et le nouveau casier sont pris en compte dans le calcul du critère de l'artificialisation des sols.

La sixième observation d'une association émet un avis favorable avec recommandations. Elle a constaté la bonne gestion du site mais aussi les problèmes récurrents qui doivent être réglés.

Elle considère qu'il est indispensable de pérenniser les limites du site actuel et qu'un effort doit être fait dans le domaine de l'information et de l'éducation de presque 400 000 habitants concernés et qui sont de très mauvais trieurs.

La réduction de 45 % de la capacité autorisée doit s'accompagner d'action visant à réduire la production de déchets grâce au tri et aux points d'apport volontaire.

Elle ajoute que les changements climatiques rendent la surveillance des pollutions dues aux écoulements plus préoccupants.

1.9.- REPONSES DU RESPONSABLE DU PROJET

Seuls 4000 m² d'espaces naturels seront consommés afin de réaliser un bassin de rétention de eaux pluviales.

Le coût des travaux d'aménagement du casier déchets est estimé à 20 M€

Cette réponse liste ensuite les actions engagées par les Services du Pays d'Aix pour faire baisser les volumes des déchets et notamment les déchets de professionnels ce qui devrait permettre une réduction de 25 000 tonnes.

A compter de 2025 la production de DMR du territoire devrait avoisiner 100 000 t/an

Il est essentiel de préserver cette capacité d'enfouissement sur toute sa durée d'exploitation, afin qu'elle puisse constituer une solution d'élimination à l'échelle métropolitaine pour répondre aux besoins d'autres territoires que le Pays d'Aix.

La gestion des déchets est réfléchiée à l'échelle métropolitaine et dans la durée.

Concernant les enjeux et les actions de prévention, ils sont essentiellement basés sur le changement de comportement des usagers, un important soutien en termes d'information et de communication est nécessaire pour accompagner les actions techniques et inscrire la démarche dans la durée.

Les enjeux, en terme de services de collecte à l'habitant sont ensuite lister :

- En matière de collecte sélective des emballages et des papiers
- En matière de collecte sélective des biodéchets
- En matière de collecte des ordures ménagères assimilées résiduelles

Cette réponse du responsable du projet évoque ensuite les enjeux sur l'évolution du service aux professionnels (entreprises et administrations)

- Pour les déchèteries
- Pour les services et collectes
- En matière d'information des professionnels

Concernant la gestion des nuisances dues à la présence de l'ISDnD :

- La méthodologie explicite que les alvéoles déchets sont de petites tailles afin de limiter les surfaces ouvertes et mieux maîtriser les nuisances associées à l'exploitation de cette installation de stockage de déchets non dangereux
- Le projet s'appuyant en partie sur l'ancienne décharge d'Aix en Provence, une partie de cette dernière sera de fait, étanchée limitant son impact sur le milieu naturel
- Les dépôts sauvages que l'on constate sur le plateau ont un impact direct sur le fonctionnement du site en perturbant la desserte routière de l'unité. Le Territoire a engagé avec la ville d'AIX EN PROVENCE des démarches afin de traiter durablement cette problématique